

Dans la nuit du 30 au 31 août 2021, les derniers soldats américains ont quitté l'aéroport de Kaboul. Pour des raisons de sécurité, tous les Etats ont cessé l'exfiltration des candidats au départ, que ce soit leurs ressortissants potentiellement encore en Afghanistan ou des Afghans eux-mêmes. Le contre-amiral Fayard qui commande la zone maritime de l'océan Indien et les Forces françaises stationnées aux Émirats arabes unis, a livré sur LCI ce lundi 30 août ([Cf. LCI](#)) un témoignage opérationnel très intéressant... bien qu'un peu technique mais rappeler le langage militaire ne peut pas faire de mal à la société civile.

Faisant suite à mon billet du 12 août sur Theatrum Belli ([Cf. « L'Afghanistan, vingt ans de guerre contre-insurrectionnelle, tout cela pour cela »](#)), il n'en reste pas moins que quelques points méritent d'être soulignés sur les enseignements de cette défaite occidentale.

## Un impact psychologique désastreux sur le soldat occidental

L'impact psychologique auprès des militaires occidentaux ayant servi en Afghanistan a été fort. La colère ou la frustration sont présentes à travers les témoignages recueillis par les médias ([Cf. Le Monde du 29 août, « Pour les vétérans français, « un vrai gâchis » pour les vétérans français d'Afghanistan »](#)) qu'ils soient en activité – plusieurs généraux s'expriment – ou qu'ils soient des « vétérans », terme nettement plus approprié qu'ancien combattant ([Cf. Mon billet du Jeudi 23 février 2012, « Anciens combattants d'hier, anciens combattants d'aujourd'hui, quels anciens combattants pour demain ? »](#)), quelle que soit leur nationalité. La défaite ici politique plus que militaire est génératrice de réflexions et elle contribue à expliquer des prises de position passées sinon des crises de conscience. Notre histoire en Algérie notamment en 1961 le prouve après la défaite de l'Indochine. La commémoration hier et aujourd'hui de la bataille de Bazeilles par les Troupes de marine, anciennement troupes coloniales, rappelle un autre fait qui n'a servi à rien sans que cela ne retire les valeurs représentées par leur héroïsme et leur courage. Hier comme aujourd'hui, les Marsouins ont servi en Afghanistan et cela ne donne que plus d'amertume à cette défaite ([Cf. Mon billet du 14 février 2016, « Un parallèle entre la chute du 2nd empire en 1870 et aujourd'hui ? »](#)).

Dans ce même numéro du Monde, un article souligne les réactions de ces 8 vétérans devenus membres du parlement britannique, conservateurs ou travaillistes ([Cf. Le Monde du 29 août 2021, Royaume-Uni : une génération d'élus façonnée par l'Afghanistan](#)). Combien de nos parlementaires sinon de nos politiques ont cette expérience de la guerre aujourd'hui ? Cet exemple britannique montre aussi la difficulté pour un militaire aujourd'hui de se lancer en politique en France sinon les entraves que le système français met en place pour éviter que cela ne se produise : combien de généraux députés ou sénateurs ? À une autre époque, certes au XIX<sup>e</sup> siècle, un général commandant une zone militaire pouvait être élu député et même servir en opération. Le Maréchal Bugeaud en est un exemple.

## Sortir de « l'humanitarisme » comme fondement de la politique étrangère de nos démocraties

« *L'humanitarisme* » peut-il être le fondement de la politique étrangère d'un État, fut-il une démocratie ? Depuis la chute de Kaboul, le discours des uns et des autres est bien éloigné d'une réflexion géopolitique. Politiques, journalistes, bien sûr associations de tout type ne cessent d'évoquer la protection nécessaire à accorder aux femmes afghanes, aux minorités de toute sorte : défenseurs des droits humains, journalistes, artistes, LGBT, artistes, écartant d'ailleurs la question des minorités ethniques. Ces préoccupations très occidentales, et à l'image de l'Occident d'aujourd'hui, priment sur la réalité politique de l'Afghanistan et du futur de nos relations avec les Talibans et d'autres États y compris dans l'Union européenne. « *L'humanitarisme* » occidental ne peut plus constituer une politique étrangère crédible, comme c'est le cas depuis 1992, face à des États ou des groupes armés n'ayant que peu de réticences à recourir à la force ou au terrorisme pour atteindre leurs objectifs.

## Une nouvelle guerre civile en Afghanistan ?

L'Afghanistan repartira sans doute en guerre civile cette fois entre islamistes. Ne doutons pas que les talibans seront plus efficaces que les occidentaux, entravés par leurs états d'âme, pour faire face à la menace du groupe terroriste « état islamique ». Attendons-nous aussi à une convergence d'intérêt au moins temporaire y compris avec les Etats-Unis pour éliminer le groupe terroriste « *état islamique* » mais cela n'écartera pas la menace d'Al Qaida ... mais chacun son tour car cette guerre idéologique est loin d'être terminée. Notons cependant que les armes modernes américaines non détruites par les États-Unis ou livrées par les troupes afghanes défaites seront susceptibles d'approvisionner d'autres théâtres d'opération et donc renforcer les groupes djihadistes dans le Sahel que nous combattons.

## Limiter l'activisme des « *migrationnistes* »

En effet, il est temps de limiter l'activisme de ceux que j'appelle les « *migrationnistes* », ces adeptes des migrations sous toutes leurs formes vers nos sociétés. Que l'on accueille les Afghans qui ont servi la France, pas de problème avec quand même une interrogation sur leur nombre qui ne cesse d'augmenter au fur et à mesure des mois, avec une extension des « *ayants-droits* » alors que les forces françaises ne sont plus en Afghanistan depuis longtemps. Favoriser en revanche une migration au même titre que celle des Syriens serait une grave erreur. Certes, selon M. Castaner ce 31 août, la France accueille déjà 10 000 Afghans demandeurs d'asile par an sans qu'il n'évoque tous les migrants afghans illégaux. Selon la Cimade, il y a plus de 35 000 Afghans sous le statut de réfugié en France qui attendent après

leurs familles. À la veille des élections présidentielles, le président Macron a senti le danger mais saura-t-il résister aux quelque 45% de socialistes ayant voté pour lui en 2017 et constituant une partie de sa majorité, bien proches de cette tendance « *migrationniste* » ?

## Un focus sur le Qatar, acteur d'influence dans les relations internationales

Je conclurai sur un focus sur le Qatar. Lors de cette crise afghane, la France a mis en avant ses relations particulières avec les EAU mais n'a pas écarté pour autant le frère ennemi des EAU qu'est le Qatar. Certes, nos relations se sont rafraichies même si le PSG ou le rôle de BeIN Sports font régulièrement la « *Une* » en France sans oublier récemment l'aspect économique dans le dossier Lagardère (Cf. [Le Point du 30 juin 2021](#)) sinon même quelques affaires judiciaires.

Pourtant, le Qatar a été et est surtout un acteur diplomatique important dans le conflit afghan. À la demande des États-Unis, il a accueilli les négociations avec les Taliban qui ont donné leur première conférence de presse sur Al-Jazeera le 17 août. Le président Macron a rencontré l'émir Tamim Al Thani en Irak le samedi 29 août pour envisager une collaboration afin d'évacuer des Afghans de Kaboul. Enfin cette place de médiateur prendra sans doute de plus en plus de place avec la coupe du Monde de football qui se tiendra en 2022 au Qatar.

Il me semble intéressant de diffuser aujourd'hui sur mon blog cet article (Cf. [Le Qatar, combien de divisions ?](#)) sur cet acteur d'influence qu'est le Qatar dans les relations internationales, article que j'ai publié ce mois d'août pour une très belle revue militaire spécialisée, en l'occurrence, celle du 1<sup>er</sup> RPIMa.